PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER CHEMIN VERT

COFINANCE PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

SOMMAIRE

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE 4

PRÉAMBULE 5

LES DÉFINITIONS 7

Article 1. Quartier d'intervention 8

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration 9

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville 9

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 10

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration 13

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration 17

Article 5. Opération(s) non financées par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 19

Article 5.1 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 19

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires est directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 22

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain 22

L'élaboration du projet de renouvellement urbain s'appuie sur les dynamiques et outils suivants : 22

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 24

Article 8. Gouvernance et conduite de projet 25

Article 8.1. Gouvernance 25

Article 8.2. Conduite de projet 26

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés 27

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail 28

Article 9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain 28

Article 9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail 28

Article 9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet 30

Article 9.2.2 L'accompagnement des ménages 30

Article 9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail 31

Article 9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail 31

Article 9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires 31

Article 10 (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration 31

Article 11. Durée du protocole de préfiguration 31

Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique 31

Article 11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration 32

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'Anru 32
Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration 32
Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL- Action Logement 32
Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 32
Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole 33
Article 13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru 33
Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah 33
Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts 33
Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru 33
Article 13.5. Contrôle et audits 33
Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements 34
Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole 34
Article 13.8. Traitement des litiges 34
Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 34
Article 14. Dispositions diverses 34
Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru 34
Article 14.2 La signalétique des chantiers 35
ANNEXES 38

Chaque protocole de préfiguration est élaboré conformément au modèle type en vigueur (les articles et les annexes sans objet ne doivent pas être supprimés, des sous-articles peuvent toutefois être ajoutés). Les textes en caractère droit doivent être conservés, les textes en italique sont des recommandations de rédaction et ont vocation à être remplacés dans la rédaction finale.

Vu le règlement général de l'Anru (RGA) relatif au NPNRU en vigueur,
Vu le règlement financier (RF) de l'Anru relatif au NPNRU en vigueur,

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE

Il est convenu entre,

- L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département,
- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru », représentée, par délégation, par son délégué territorial dans le département,
- La Ville de Caen représentée par le Maire,
- La Communauté Urbaine Caen la Mer, représentée par le Président,
- Caen la mer Habitat, représenté par sa directrice générale,
- La SCDI La Caennaise, représentée par son Directeur et sa Présidente,
- La Caisse des Dépôts, représentée par sa Directrice Régionale,

Ce qui suit :

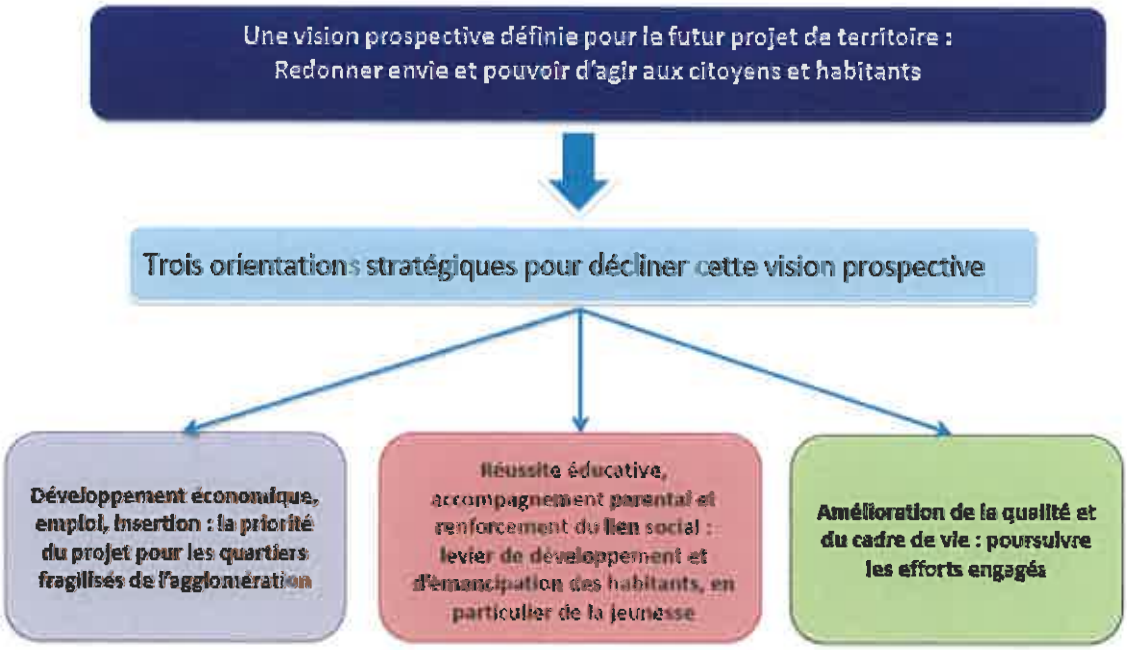
PRÉAMBULE

Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier, élaboré conformément au dossier type prévu à l'annexe I du RGA relatif au NPNRU, examiné :

- par le délégué territorial de l'Anru, le 19 décembre 2016

Le présent protocole de préfiguration, sur lequel s'engagent les parties, en reprend les principales caractéristiques :

Caen la mer, l'Etat et leurs partenaires ont signé le 13 octobre 2015 le Contrat de Ville 2015-2020.
Il est centré sur 7 quartiers prioritaires répartis sur 3 communes : Caen, Hérouville-Saint-Clair, et Colombelles. (Guérinière, Grâce de Dieu, Calvaire-Saint-Pierre, Pierre-Heuzé, Chemin Vert pour Caen, Grande Delle, Val, Belles Portes, Grand Parc, Haute Folie, Hérouville-Saint-Clair, centre-Ville de Colombelles). Ces quartiers ont bénéficié pour beaucoup d'entre eux des financements du premier programme national de rénovation urbaine (PNRU). Leurs enjeux de développement sont toujours prioritaires au titre du Contrat de Ville 2015-2020. Les interventions s'y poursuivront dans l'esprit des schémas directeurs définis dans les projets de renouvellement urbain contractualisés avec l'ANRU1 et en conformité des enjeux du Contrat de Ville.
Le contrat de ville 2015-2020 définit les orientations prioritaires, les axes stratégiques et les moyens pour permettre de conduire une politique de solidarités territoriales pensée à l'échelle intercommunale. Ainsi, Caen La mer pilote le Contrat de Ville avec l'Etat en lien étroit avec les communes. Pour faciliter le portage par la Communauté Urbaine, il a été fait le choix d'avoir une approche thématique plutôt que territoriale.
L'objectif est d'accompagner les quartiers dans leur développement pour que leur potentiel soit valorisé selon trois orientations prioritaires.



Le quartier Chemin Vert est confronté aujourd'hui à des dysfonctionnements persistants, similaires à ceux des premiers quartiers "ANRU": habitat vieillissant, offre de logements figée, enclavement du logement social, difficultés socio-économiques des habitants, fragilité des commerces, etc.
L'action publique a enclenché une dynamique de renouvellement et apporte des réponses ponctuelles à certaines problématiques. L'effet levier est modéré par rapport aux autres quartiers de la Communauté Urbaine ayant bénéficié de la dynamique du partenariat renforcé avec l'ANRU et la région.

Au sein de la Communauté Urbaine, les spécificités du Chemin Vert lui confèrent pourtant un potentiel de développement social, urbain et économique particulier. Le sentiment d'appartenance y est par ailleurs largement partagé, mais il s'est terni face aux difficultés sociales croissantes et au sentiment d'avoir été délaissé de la première vague de rénovation.
Au travers du Contrat de Ville, les acteurs publics manifestent leur ambition de renforcer le lien social dégradé, de dynamiser le quartier (nouveau pôle enfance, restructuration centre commercial), d'en développer la convivialité, notamment en réinvestissant les espaces urbains mal configurés ou déqualifiés, d'en améliorer l'offre de logements existante ou nouvelle. Ces objectifs sont étudiés avec les habitants et les usagers du Chemin Vert de manière renforcée depuis le début de l'année 2015.
Pour répondre à ces orientations prioritaires exprimées dans le contrat de Ville, un certain nombre d'actions a déjà été engagé sur le quartier du Chemin Vert ces dernières années :

- → Création d'une régie de quartier en 2014
- → Mise en place d'une plateforme pour l'emploi
- → Accompagnement de la scolarité des enfants du quartier en s'appuyant sur des projets portés par le tissu associatif et les partenaires
- → Diagnostic et l'étude de pré programmation de la restructuration de l'offre scolaire du quartier depuis 2012 ;
- → Mise en place d'un espace info-PRU
- → Programmes de réhabilitation de logements sociaux
- → Enfouissement des containers au nord du quartier en 2012 – 2013
- → Interventions sur l'espace public, notamment l'aménagement de la première tranche d'une grande promenade assurant une connexion douce Est-Ouest dans le quartier ;
- → Réalisation de nouvelles constructions qui amorcent le changement d'image par une architecture plus contemporaine et plus valorisante
- → Renouvellement du système de cogénération en 2013 ;
- → Engagement d'une réflexion avec les bailleurs depuis 2014 sur la domanialité et la définition des usages des espaces (publics ou privés) en pieds d'immeubles de logements sociaux
- → Construction et ouverture en 2014 d'une nouvelle salle culturelle le SILLON, dont la vocation est de rayonner à l'échelle de Caen la mer ;

Afin de poursuivre le travail engagé, le plan guide du quartier réalisé par l'atelier RENAUDIE en 2011 avec les habitants a été revisité par le Cabinet DIAGRAM architecture en 2015-2016, en prenant en compte l'opportunité de reconstitution de l'école Authie Nord dans un projet d'ensemble lié à l'enfance, les plans stratégiques de patrimoine des bailleurs, l'opportunité de la friche Jacquard.

LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de la Communauté Urbaine, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme de travail » ou « programme »** est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru, ou par délégation par le délégué territorial de l'Anru, qu'elles soient financées ou non par l'Anru.

- **L'« opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les concours financiers de l'Anru**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'Anru, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'Anru et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'Anru relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - Anru - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Article 1. Quartier d'intervention

Le protocole de préfiguration vise le quartier ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'Anru, sur le territoire de Caen la Mer : le quartier du Chemin Vert (N° 014-001), qui est l'unique quartier de Caen la Mer reconnu d'intérêt régional au titre du nouveau PNRU (Conseil d'administration de l'ANRU, 21 avril 2015)

Le porteur de projet **porte une intervention de renouvellement urbain sur les quartiers prioritaires suivants**, qui ne feront pas l'objet d'un soutien financier de l'Anru dans le cadre du NPNRU : Grâce de Dieu (N°014 -002 / Caen - Calvados), Guérinière (N°014-003 Caen Calvados), Calvaire Saint-Pierre (N°014-004 / Caen Calvados), Pierre-Heuzé (N°014 -005 / Caen Calvados), Centre-ville (N°014 – 006/ Colombelles Calvados), Grande Delle - Val - Belles Portes - Grand Parc - Haute Folie (N°014 -007 /Hérouville-Saint-Clair Calvados).

6ème des 20 quartiers de la Ville par son nombre d'habitants (7 550 habitants - 7% de la population de Caen), le Chemin Vert est le plus grand quartier d'habitat social de la Ville de Caen avec 2 360 logements HLM (20% des logements sociaux de la Ville).

Le quartier du Chemin Vert n'a pas bénéficié du premier programme ANRU qui, à l'échelle de la Communauté Urbaine Caen la Mer, s'est concentré sur les quartiers Guérinière, Grâce de Dieu, Calvaire-Saint-Pierre, Pierre-Heuzé et îlot Ribot pour le territoire de Caen ; sur la commune d'Hérouville-Saint-Clair, le centre-ville de Colombelles.

Une partie seulement du quartier est impacté par la nouvelle géographie prioritaire. Néanmoins, dans le cadre de la définition des enjeux et orientations d'aménagement, la Ville et la Communauté Urbaine et leurs partenaires portent leur attention sur le territoire vécu du quartier du Chemin Vert.



Zonage prioritaire de la réforme de la politique de la Ville

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

Le quartier du Chemin Vert tend aujourd'hui à "décrocher". Le chômage des jeunes (15-24ans) atteint près de 45% contre 27 % à l'échelle de Caen la Mer ; 51,7% de la population est sans diplôme contre 32,1% pour Caen la Mer. Les nouveaux entrants sur le quartier sont de plus en plus précaires ; la part des chômeurs parmi les nouveaux entrants depuis 2013 a augmenté de 22%. Le parc de logements est vieillissant et attire de moins en moins les ménages de la Communauté Urbaine caennaise.

Pour enrayer le déclin et la perte d'attractivité de ce quartier, la Ville de Caen, la Communauté Urbaine Caen la Mer, les bailleurs sociaux Caen la mer Habitat et la SCDI La Caennaise, entendent donner un nouvel élan, en apportant des réponses aux dysfonctionnements soulignés par les habitants et ciblés par le contrat de Ville.

Le Grand Projet de Ville, puis le contrat de Ville, et le projet de développement participatif du quartier du Chemin Vert ont d'ores et déjà permis de réaliser un diagnostic participatif du quartier du Chemin Vert ainsi que les fondements d'un projet de rénovation urbaine.

Le volet urbain du contrat de Ville identifie en particulier pour le quartier Chemin Vert :

- Un habitat exclusivement social, stigmatisé et nécessitant des améliorations, voire des réhabilitations lourdes
- Des voies d'entrée et d'accès au centre-ville de Caen surdimensionnées
- L'absence de centralité, de cœur de quartier bien identifié
- Des pôles commerciaux vieillissants sous valorisés
- Un déficit d'attractivité et la vétusté des locaux du site scolaire Authie Nord
- Une modification profonde de l'offre scolaire existante depuis 2013, avec la fermeture du collège de secteur (Jacquard) et en conséquence, la présence d'une friche en cœur de quartier

Pour autant, le quartier du Chemin Vert bénéficie d'une position stratégique au sein de la Communauté Urbaine et de la Ville de Caen, d'une bonne accessibilité depuis les axes structurants de la Communauté Urbaine, d'une image de quartier verdoyant et bénéficiant de nombreux équipements. Ces atouts seront des points d'appui indispensables pour renouveler l'image de ce quartier à long terme. L'objectif à 15 ans sera de faire du Chemin Vert un quartier résidentiel recherché de la Communauté Urbaine et répondant aux besoins des familles grâce au redéploiement des équipements et services du quartier et à l'amélioration du cadre de vie.

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

Premiers objectifs au titre du volet urbain du Contrat de Ville

Les objectifs opérationnels du projet de renouvellement urbain visent à modifier durablement l'image du quartier et renforcer son attractivité à l'échelle de la Communauté Urbaine :

- **Augmenter la diversité de l'habitat**
- **Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique**
- **Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants**

1 – VALORISER LE PARC RESIDENTIEL EXISTANT ET AUGMENTER LA DIVERSITE DE L'HABITAT

- Réhabiliter les logements existants en conservant une offre de logements adaptée aux profils les plus fragiles (opérations des 13 Acres SCDI La Caennaise, réhabilitation des tours de Caen la mer Habitat)
- Développer une nouvelle offre attractive de logements locatifs intermédiaires, libre et accession aidée à la propriété en mobilisant le foncier disponible (site Authie Nord et Jacquard)
- Développer de l'habitat adapté à une population vieillissante (site Jacquard à proximité immédiate des commerces et services)

2 – RENFORCER L'OUVERTURE DU QUARTIER ET ADAPTER LES USAGES DE L'ESPACE PUBLIC

- Apaiser le caractère routier (rues de Touraine, Champagne et du Chemin Vert, avenue Coty)
- Désenclaver les îlots en prolongeant les voies en impasse (rues du Berry et Bouvreuil, Rue Molière, rue J. Racine)
- Rééquilibrer le stationnement à usage privé sur l'espace public
- Valoriser les terrains délaissés par les habitants (pieds d'immeubles)

3- AMELIORER LES SERVICES A LA POPULATION

- Démolition-reconstruction de l'école Authie Nord
- Restructuration de l'offre en équipements sportifs
- Reconfiguration des équipements Pôle de Ville, Maison de quartier pour mieux répondre aux besoins des habitants
- Relocalisation de la Régie de quartier et pérennisation de son activité

4 – FAVORISER LA MIXITE FONCTIONNELLE ET CONSOLIDER LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Conforter les activités économiques, les commerces, les équipements et services à la population existants, les adapter aux besoins actuels et à la vocation souhaitée du quartier (Mutation du secteur Molière- friche Jacquard : créer un véritable lieu de centralité au cœur du quartier)
- Profiter de la nouvelle dynamique liée à la reconstruction de l'école Authie nord pour attirer une population de jeunes accédants
- Valoriser le foncier à usage d'activités économiques le long du boulevard périphérique

5- VALORISER LA PLACE DU VEGETAL DANS LE QUARTIER ET CONFORTER LA PRATIQUE DU SPORT ET DU LOISIRS DE PLEIN AIR

- Préserver et valoriser la présence végétale dans le quartier en complétant le réseau de liaisons douces
- Affirmer le rayonnement du quartier à travers la qualité des nouveaux équipements sportifs et la diversité de l'offre

Deux secteurs à enjeux sont d'ores et déjà identifiés sur le quartier Chemin Vert :

- **Le secteur Authie Nord**

  Ce secteur en entrée de ville offre des opportunités de renouvellement urbain importantes pouvant impacter profondément le changement d'image du secteur.

  La rationalisation du foncier liée à l'opération de démolition /reconstruction de l'école Authie Nord offre de nouvelles capacités de construction de programmes de logements.

  La Ville de Caen lance dès à présent un programme qui vise à constituer une véritable trame urbaine sur ce secteur, en accompagnement de la livraison du nouvel équipement scolaire à la rentrée 2018 et en vue d'un projet plus ambitieux à terme, permettant d'introduire une véritable mixité des formes urbaines et de peuplement.

  En continuité de ce foncier, Caen la mer Habitat est propriétaire de 3 immeubles de logements sociaux rue de Bourgogne. La démolition/reconstruction de ces immeubles permettrait de revaloriser l'entrée de ville, de dégager la possibilité de réaliser des logements privés, ou en accession sociale, afin de répondre au souhait de mixité (sur le site 100 à 200 logements pourraient être réalisés).

- **Le secteur Jacquard**

  Les bâtiments du collège, occupés temporairement par des associations, ont vocation à être démolis en vue d'une recomposition urbaine intégrant la rénovation, l'extension et l'ouverture du centre commercial vers les terrains libérés en cœur d'îlot.

  Le principe est de saisir l'opportunité de créer une véritable centralité par la création d'une place de quartier autour de laquelle s'organiserait l'ensemble des commerces, services, équipements relocalisés (PVQ, bibliothèque, Maison de quartier ville de Caen, La Poste et la Sté Générale, ces 2 dernières étant installées dans un immeuble de la ville...). Tous les ingrédients sont là pour offrir un véritable cœur de quartier animé, lieu de rencontre...La recomposition urbaine du secteur Jacquard ne peut s'entendre que si l'image et l'usage de la façade Est du centre commercial Molière deviennent attractives et non plus un arrière d'urbanisation. La façade ouest du centre commercial et l'intérieur du centre nécessitent également d'être réinterrogés, en lien avec la stratégie de mutation de la friche du collège Jacquard. Une étude complémentaire sur le plan juridique, technique, financier et commercial sera ainsi menée durant la phase de protocole pour établir la stratégie de renouvellement du centre commercial en lien avec le potentiel de la friche Jacquard.

UN PROJET URBAIN A CONSTRUIRE ENSEMBLE

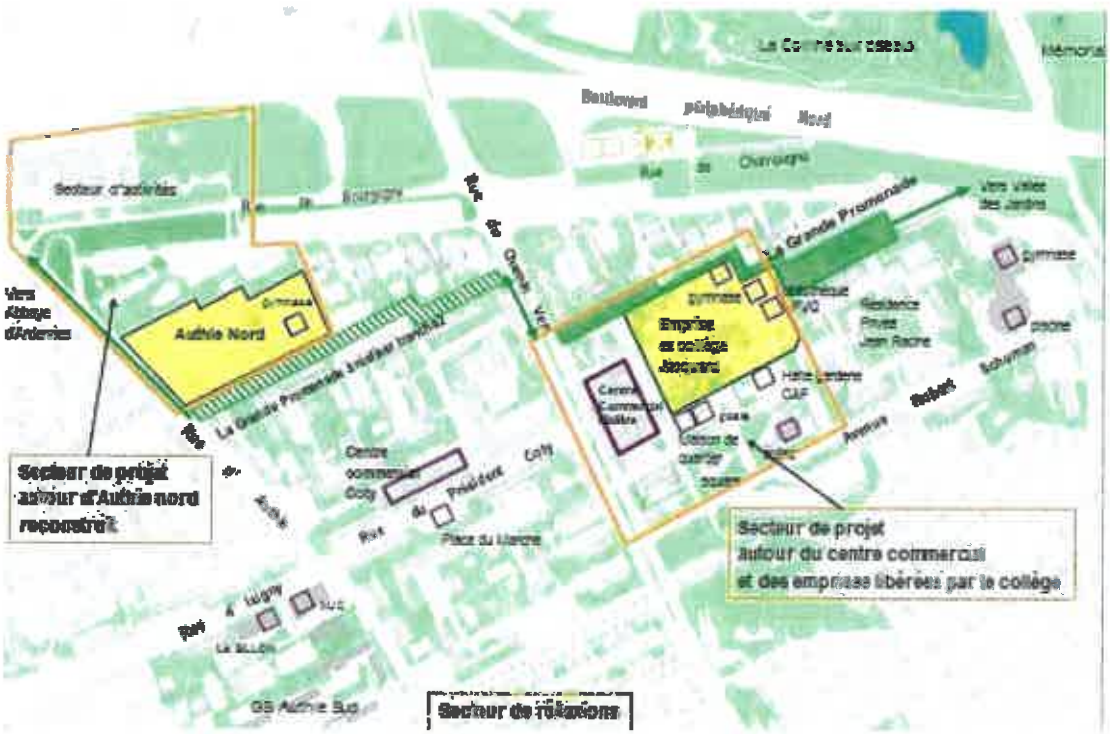






Image du futur groupe scolaire Authie Nord et Schéma d'aménagement pour l'aménagement des abords du futur groupe scolaire Authie Nord

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration

Lors de la délimitation en 2014 des quartiers prioritaires, à l'aide du seul critère des revenus des habitants, le Chemin-Vert arrivait au 4e rang des quartiers concentrant les populations les plus pauvres de l'agglomération après, dans l'ordre, la Guérinière, la Grâce de Dieu et la Pierre Heuzé. La Ville de Caen, la Région et l'État se sont mobilisés pour faire en sorte que le Chemin-Vert soit retenu au titre des quartiers soutenus par l'ANRU, comme les 3 autres l'avaient été dans le précédent programme. Le processus a pris du temps, mais les dysfonctionnements sociaux et urbains militaient pour que ce quartier soit reconnu au moins d'intérêt régional. Cependant la Ville de Caen avait déjà engagé une démarche depuis 6 années sur le quartier du Chemin-Vert. Les habitants ont été consultés sous forme d'ateliers et présentations publiques de diagnostics ou de projets ponctuels fort (école Authie nord ou salle le sillon par exemple). En réponse aux attentes des habitants, la ville a proposé récemment un plan-programme (projet urbain Diagram), envisageant la rénovation d'espaces publics obsolètes. L'année 2016 a été mise à profit pour croiser ces réponses techniques avec une ambition pour le quartier, éclairée par les objectifs nationaux incontournables précisés dans le règlement général de l'ANRU. La volonté municipale de « recréer de l'unité dans ce quartier » a été élargie à la place du quartier dans son environnement, notamment celle qu'il occupe en tant que quartier d'habitat social dans le quart-nord-ouest de l'agglomération.
Profitant de cette volonté politique et d'un intérêt croissant des acteurs locaux (dont les habitants) pour requalifier en profondeur le quartier du Chemin Vert, ce temps du protocole constitue une opportunité pour ce territoire afin de s'organiser pour conduire un projet ambitieux à l'échelle de l'agglomération.

Les **points de vigilance** auxquels les partenaires de l'ANRU et l'État seront particulièrement attentifs pendant la phase d'élaboration de la convention sont les suivants :

Gouvernance :
La composition technique de l'équipe-projet « Chemin-vert » est resserrée autour du directeur et de la chef de projet. Cette conduite de projet, qui n'est pas dédiée uniquement au renouvellement urbain du chemin-vert, paraît faiblement dimensionnée, notamment lorsque le projet passera dans une phase opérationnelle. Le protocole devra permettre de vérifier cette organisation. D'autre part, ce projet fait appel à plusieurs compétences : « habitat », « politique de la ville », « aménagement » et « sociale ». Comme partout en France, certaines compétences sont exercées par la communauté urbaine, d'autres par la ville de Caen. Le fédérateur est représenté par le maire-président de l'intercommunalité. Cependant au niveau du pilotage politique il est nécessaire de préciser, quel sera l'élu référent.

Conseil-citoyen :
L'article 7 de la loi n°2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la création d'un conseil citoyen dans chaque quartier prioritaire. La ville de Caen a largement favorisé l'instauration de cette instance participative au sein de ses 5 quartiers prioritaires. Les membres de cette association sont mobilisés et très engagés dans les actions du contrat de ville, notamment sur la thématique de l'amélioration de la qualité et du cadre de vie. L'élaboration du protocole a permis d'informer le conseil citoyen sur l'avancement de la réflexion sur le Chemin vert. Cette instance devra maintenant participer à la co-construction de la convention de renouvellement urbain en tant que partenaire institutionnel référent d'usage.
Il sera nécessaire de s'assurer que cette co-construction avec le conseil citoyen, expert d'usage du projet urbain, fonctionne bien. En particulier, un local ressource dans le quartier, sorte de « maison du projet », en lien avec le Pôle de Vie et la durée du projet, leur permettra de consolider leur contribution et de valoriser le projet.

Attractivité :
Pour l'État la transformation en profondeur du quartier repose sur un certain nombre d'enjeux : la création d'une centralité sur la rue du chemin-vert aux abords du centre commercial Molière, un travail sur la densité des franges nord et surtout le rééquilibrage du parc social à l'échelle du secteur, en favorisant la construction de logements privés, permettant l'accueil de catégories de populations différentes, pour lesquels le quartier sera devenu plus attractif.

Pour amorcer ces changements, il sera nécessaire de prioriser sur des opérations emblématiques permettant de faire réellement changer l'image du quartier. L'école d'Authie nord en est une. Les premiers travaux devront consolider un effet levier, relayé par une communication à organiser.

Mobilité et desserte en transports en commun :

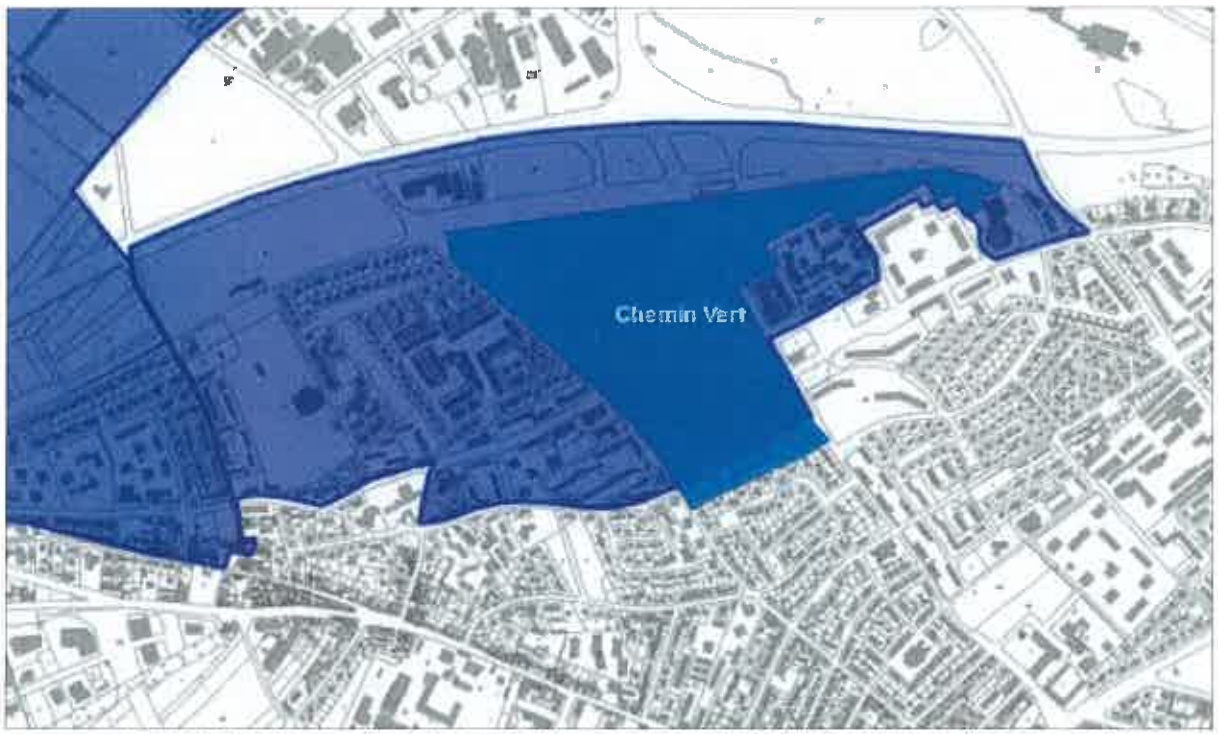
Les quartiers ZUS de l'agglomération ont profité du désenclavement structurant par le tram, préalablement à la première génération de contractualisation avec l'ANRU. La mise en service commerciale du nouveau « tramway/fer » est attendue pour septembre 2019, mais le quartier dense et faiblement motorisé du Chemin-Vert restera éloigné, dans un premier temps, des modes lourds de transports collectifs de l'agglomération. Il bénéficie néanmoins d'une ligne de bus à niveau élevé de service (liane 1), qui relie le centre-ville et dont l'efficacité est accrue par la création d'aménagements spécifiques aux endroits clés de leur parcours (couloir bus, priorité aux feux...). Le quartier bénéfice également de 4 lignes de bus classiques (n°9, 10, 14, 21). Dans le cadre du protocole, une réflexion devra être menée entre Caen la mer, responsable des transports, et les acteurs du projet, pour s'assurer que les questions de mobilité seront bien prises en compte dans le futur projet, afin de faciliter en particulier le déplacement des habitants du quartier vers les zones d'emploi et le partage modal en entrée de ville (cf. PDU).

Mixité et évolution des dynamiques au sein du parc social :

Caen la mer révise actuellement son PLH. Dans ce contexte, il est convenu une analyse de l'occupation des mouvements au sein du parc social, sous l'égide de la conférence intercommunale du logement (CIL) et de l'élaboration de la convention d'équilibre territorial (ou convention intercommunale d'attribution) en lien avec le contrat de ville. L'étude « habitat » (définition des objectifs de peuplement) devra intégrer cette analyse.
Le rapport de présentation précise plusieurs périmètres :

- Le QPV : découpage réglementaire par rapport aux plus faibles revenus.
- Le territoire vécu, qui, pour des raisons statistiques, englobent les 4 IRIS INSEE.

Or, il est nécessaire de conserver à l'esprit dans les futurs travaux d'élaboration de la convention de renouvellement urbain, le territoire dit de « veille active ». Ce périmètre correspond à la contractualisation « politique de la ville » précédente (CUCS) et sera regardé avec attention dans le cadre de la mobilisation du droit commun pour produire des logements locatifs sociaux. À noter : la reconstitution de l'offre démolie devra se faire, a priori, en dehors des territoires de « veille active ». Néanmoins, les opérations de démolition-reconstruction et de recomposition qui ont fait l'objet d'une validation précédemment dans le cadre des comités de pilotage ANRU ne seront pas remises en cause (résidence séniors en locatif social sur le secteur Jacquard, démolition-reconstruction sur le secteur Clos Saint-Germain).



Le territoire de « veille active » (en bleu marine) et le QPV (en bleu clair) : source Géoportail

L'étude « habitat » (définition des objectifs de peuplement) devra prendre en considération ces périmètres de veille actives et pas seulement les périmètres des QPV.

Poursuivre et renforcer le partenariat :

Les partenariats et les méthodes de travail développés avec le premier programme de rénovation urbaine ont produits une évolution notable des pratiques professionnelles. Elles ont permis de créer une relation efficace et soutenue entre les bailleurs et les partenaires extérieurs.
Ce partenariat a vocation à être poursuivi avec l'ensemble des acteurs concernés et en particuliers, les deux bailleurs sociaux la Caennaise et Caen la mer Habitat et les associations de locataires, les commerçants, le conseil citoyen et les institutionnels.

Sécurité dans l'espace public

Chaque maître d'ouvrage sollicitant un financement d'une certaine importance de l'ANRU devra associer, dès la phase préparatoire du projet et surtout avant la phase de début des travaux, les policiers référents « sûreté » du service de prévention de la DDSP14 en complément des partenaires locaux de la gestion urbaine de proximité (GUP). Ces policiers spécialisés pourront apporter leur analyse, formuler des recommandations et ainsi consolider ces projets en prenant en compte la prévention technique de la malveillance. (Cf. le décret n° 2011-324 du 24/03/2011 sur les études de sûreté et de sécurité publique.)

Développement durable et biodiversité

Que ce soit à l'échelle de l'agglo, de la ville, du quartier, de l'îlot ou du bâtiment, il faut concilier les besoins humains dans un contexte de transition écologique et énergétique. Pour répondre à ces enjeux, dans un contexte d'entrée en vigueur de l'accord de Paris sur le climat (COP21) et de l'adoption de la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les collectivités locales sont invitées à agir pour « aménager, rénover et bâtir en favorisant la biodiversité », dans le cadre de l'édition 2017 de l'opération « Capitale française de la biodiversité ». La ville de Caen a répondu à l'appel à projet 2016 en valorisant ses actions sur le thème « sols et biodiversité ».
La biodiversité représente une source d'inspiration considérable pour les projets urbains et des solutions opérationnelles à toutes les échelles, que ce soit en matière d'urbanisme (établissement ou révision des PLU et des SCoT, identification et intégration de la trame verte et bleue, planification écologique), d'aménagement des quartiers (gestion écologique des eaux pluviales, espaces verts écologiques, agriculture urbaine), de l'architecture (végétalisation des toits ou des façades, dispositifs

d'accueil de la faune) et enfin, à l'échelle des matériaux de construction (circuits-courts, matériaux bio-sourcés, déconstructibilité et réversibilité).
La ville est encouragée à identifier et valoriser les actions exemplaires qui seront menées dans le cadre du projet de transformation du Chemin Vert, en lien avec la restauration de la biodiversité.
Ces actions pourront être complémentaires avec la démarche engagée dans le cadre du « territoire à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV), dans laquelle la ville de Caen figure parmi les lauréats du label.

Commerces et activités

L'étude flash réalisée en 2016 par le cabinet Intencité a permis de confirmer l'attractivité des commerces de proximité du Chemin-Vert et leurs relatives fragilités. Comme l'EPARECA partenaire national n'a pas donné suite au projet de réhabilitation du centre commercial Molière, moteur d'une nécessaire centralité à construire. Le partenariat local doit rechercher des solutions pérennes pour maintenir une activité commerciale de qualité sur le quartier, car il s'agit d'un sujet primordial pour développer la centralité et la dynamique du quartier.

Approfondissements :

Afin d'assurer la pérennité du réseau scolaire public et la réussite des opérations de diversification sur le quartier, la ville devra expliquer les ambitions du pôle enfance et le maillage avec les autres établissements dans le rapport de présentation de la future convention.

Dans la « feuille de route 2017 », le porteur de projet devra consolider le scénario du projet urbain, par un travail continu et itératif, mené pour intégrer les études d'approfondissement thématiques, nécessaires à une bonne compréhension des impacts globaux, urbains, économiques, sociaux et environnementaux, qui amèneront à la transformation du quartier.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Le programme de travail s'appuie sur les études et actions déjà engagées à l'échelle du quartier, l'objectif étant de capitaliser les nombreux éléments dont disposent déjà la Ville et la Communauté Urbaine sur la connaissance de ce quartier, les attentes des habitants et les enjeux de son renouvellement.

Les études et travaux déjà réalisés :

- Diagnostic et étude de pré programmation de la restructuration de l'offre scolaire du quartier depuis 2012 ;
- Diagnostic et étude de pré-programmation de renouvellement de l'offre sportive du quartier depuis 2013 ;
- Etude de restructuration du groupe scolaire Authie Nord et des équipements sportifs et engagement de la reconstruction
- Etude urbaine – définition des orientations d'aménagement du Chemin Vert à l'échelle du quartier vécu – 2015/2016 – Diagram Architecture
- Engagement d'une réflexion avec les bailleurs sociaux depuis 2014 sur la domanialité et la définition des usages des espaces (publics ou privés), en pieds d'immeubles de logements sociaux
- Ateliers de concertation avec les habitants en 2015-2016 qui ont permis d'approfondir le diagnostic du quartier et les attentes des habitants suivant les différentes thématiques et secteurs du quartier
- Mise en place de la GUP (diagnostics en marchant, ...)
- Mise en place d'une Régie de quartier depuis 2014 qui est un outil de développement économique et social relevant de l'économie solidaire
- Mise en place du point info PRU au sein des locaux du Pôle de Vie du quartier (espace d'échanges avec les habitants et de présentation et d'explication du projet de renouvellement urbain)

Méthodologie de travail février 2017 – février 2018

A /Les études complémentaires (détails article 9) seront lancées dès la signature du protocole de préfiguration du protocole Chemin Vert – **FEVRIER 2017 à SEPTEMBRE 2017**

Ces études complémentaires doivent permettre d'alimenter d'une part la réflexion sur le **volet habitat** avec la définition d'une stratégie immobilière au niveau des emprises foncières libérées sur le quartier (secteur Authie Nord, secteur Jacquard) et la formalisation d'une stratégie inter-bailleurs pour les relogements des habitants dont les immeubles sont fléchés à la démolition, en lien avec la Convention Intercommunale d'Equilibre Territorial (CIET)[2]. L'enjeu ici sera de préciser les conditions de mise en œuvre d'une diversité des formes et des typologies d'habitat dans le cadre du programme de renouvellement urbain et préciser les outils permettant de réintégrer le quartier Chemin Vert dans le parcours résidentiel des ménages de la Communauté Urbaine.

Par ailleurs, la restructuration du centre commercial Molière et le renforcement de la centralité du quartier sont identifiés comme enjeu majeur à l'échelle du quartier vécu et suscite une forte attente de la part des habitants et commerçants du quartier. Pour compléter l'étude Flash menée par le cabinet *Intencité,* en lien avec la Caisse des Dépôts et Consignations et Caen la mer Habitat, **une étude**

[2] Selon les disposition de l'article 20 de la loi relative à l'Égalité et à la Citoyenneté, chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI) déclinera ses objectifs d'attribution dans une convention intercommunale d'attribution unique (CIA), qui se substituera à la convention d'équilibre territorial (CIET, convention mentionnée à l'article 8 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine) et à l'accord collectif intercommunal (ACI, accord collectif prévu à l'article L. 441-1-1 et accord collectif départemental prévu à l'article L. 441-1-2).

approfondie des conditions et modalités de restructuration du centre commercial, sur le plan juridique, technique et financier sera menée. Un programme d'intervention pour ce secteur pourra à la suite de cette étude être défini sur le court, moyen et long terme.

En parallèle, il est prévu également une **étude de faisabilité d'approvisionnement en énergie à l'échelle du quartier**, qui permettra notamment d'orienter les choix énergétiques des différents porteurs de projets sur le quartier.

B/ Définition du programme opérationnel du quartier Chemin Vert pouvant faire l'objet d'une convention avec l'ANRU – **FEVRIER 2017 A OCTOBRE 2017**

L'étude menée par le cabinet DIAGRAM en 2015/2016 a d'ores et déjà permis de définir un plan programme à l'échelle du quartier vécu.

Les orientations établies s'appuient sur les actions déjà engagées par la Ville et ses partenaires :

- La restructuration du groupe scolaire Authie Nord
- Le redéploiement de l'offre d'équipements sportifs
- Les réflexions en cours sur le redéploiement de l'offre commerciale sur les secteurs Molière et Coty
- Le projet de réhabilitation du groupe Treize Acres par la Caennaise
- Les réflexions en cours de Caen la mer Habitat sur le renouvellement du secteur d'habitat le Clos Saint-Germain

Les orientations définies se déclinent suivant 5 grandes thématiques: **l'Habitat, l'aménagement des espaces publics, le redéploiement des équipements publics, le maintien d'une dynamique de développement économique et commerciale, la valorisation de la fonction loisirs et sports du quartier (voir dossier de présentation).**

Le programme de travail établi pour le premier semestre 2017 visera à définir les priorités d'aménagement à l'échelle du quartier, sur la base de l'étude urbaine et préciser les conditions de mise en œuvre, les coûts et les plannings des opérations qui seront présentées au titre de la première phase du renouvellement du quartier. Le programme opérationnel sera partagé avec l'ensemble des partenaires au cours d'un comité technique organisé en Mai 2017.

Deux secteurs d'aménagement sont déjà ciblés dans la mesure où ils offrent un potentiel foncier conséquent dans le cadre de la diversification de l'offre de logements et d'équipement à l'échelle du quartier :

- **le secteur Authie Nord**

Le programme d'aménagement des abords de l'école (prolongement des voiries, créations de nouvelles transversales, aménagement de liaisons douces,...) fera l'objet d'une demande de démarrage anticipé. Ce programme permet en effet d'accompagner la livraison du nouvel équipement public qui renforce la qualité des services à l'échelle du quartier et amorce également le désenclavement de l'îlot et la production d'un nouveau foncier permettant de développer une nouvelle offre d'habitat sur le quartier. La définition opérationnelle des aménagements du secteur Authie Nord, les conditions de libération du site au travers de la démolition des immeubles de Caen la mer Habitat, les nouvelles opportunités de construction de logements et équipements publics seront ainsi étudiés en priorité au cours de cette phase de travail. La réflexion intégrera également le secteur Touraine, situé sur la frange nord du quartier, le long du boulevard périphérique.

- **le secteur Molière/ Jacquard**

Bien que ce secteur ne soit pas situé dans le périmètre du quartier prioritaire, la restructuration de cet ensemble constitue un enjeu de centralité pour le quartier et constitue une opportunité pour le développement de nouvelles formes d'habitat. L'étude complémentaire sur le secteur Molière doit permettre d'alimenter la réflexion et orienter les décisions.

C/ Programmation de logements – **AVRIL 2017 à OCTOBRE 2017**

- **Définition des contreparties foncières proposées à Action Logement**

Dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier Chemin Vert, ACTION LOGEMENT est un partenaire financier du programme. Conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU, il convient de proposer des contreparties foncières à ACTION LOGEMENT sur le quartier, en fonction des opportunités de libération du foncier identifiées sur le quartier. Sur la base du programme opérationnel de renouvellement du quartier, des propositions de sites seront formulées auprès d'ACTION LOGEMENT et définissant la capacité constructible, les typologies de logements, les contraintes urbaines et réglementaires pour chacun des sites. Des visites sur site seront également programmées.

- **Reconstitution de l'offre de logements sociaux démolis hors périmètre de la géographie prioritaire**

Les objectifs de reconstitution de l'offre locative sociale seront déterminés à partir d'un diagnostic approfondi des dynamiques de marché en place et permettant d'évaluer les besoins à l'échelle de la Communauté Urbaine. L'identification des sites de reconstitution, les études de faisabilité et de programmation à l'échelle des sites ainsi que la détermination du bilan financier des opérations sont intégrés dans le programme de travail ainsi défini, en lien avec les bailleurs sociaux.
Une première approche des emprises foncières susceptibles d'accueillir des nouveaux programmes de logements sociaux dans le cadre de la reconstitution de l'offre démolie a été effectuée et a permis d'identifier le site de l'ancienne caserne de pompiers à la Folie Couvrechef. Des études de faisabilité seront conduites par la Direction de l'Urbanisme de la Ville dans le cadre de la programmation de logements.

- **Définition des programmes de logements privés et d'accession sociale**

Sur la base de l'étude complémentaire sur le volet habitat qui précisera la stratégie immobilière pour le quartier, des études de constructibilité en vue de l'établissement de cahier des charges de consultation d'opérateurs privés seront réalisées.

D/ Définition du projet de convention et de la maquette financière – **JUILLET 2017 A FEVRIER 2018**

Article 5. Opération(s) non financées par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, certaines opérations peuvent faire l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, accordée par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru (ou, par délégation, par le délégué territorial de l'Anru conformément aux conditions indiquées dans la note d'instruction du 31 juillet 2015). Cette autorisation ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations concernées.
Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être la date d'autorisation anticipée de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration, soit le 24 janvier 2017.

Dans le cadre du protocole de préfiguration, les deux types d'autorisations anticipées de démarrage suivantes sont accordés selon le niveau d'avancement de l'opération d'investissement :

Article 5.1 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

OPERATION D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE – Aménagement de la trame urbaine de l'îlot Authie Nord en lien avec la reconstruction du groupe scolaire

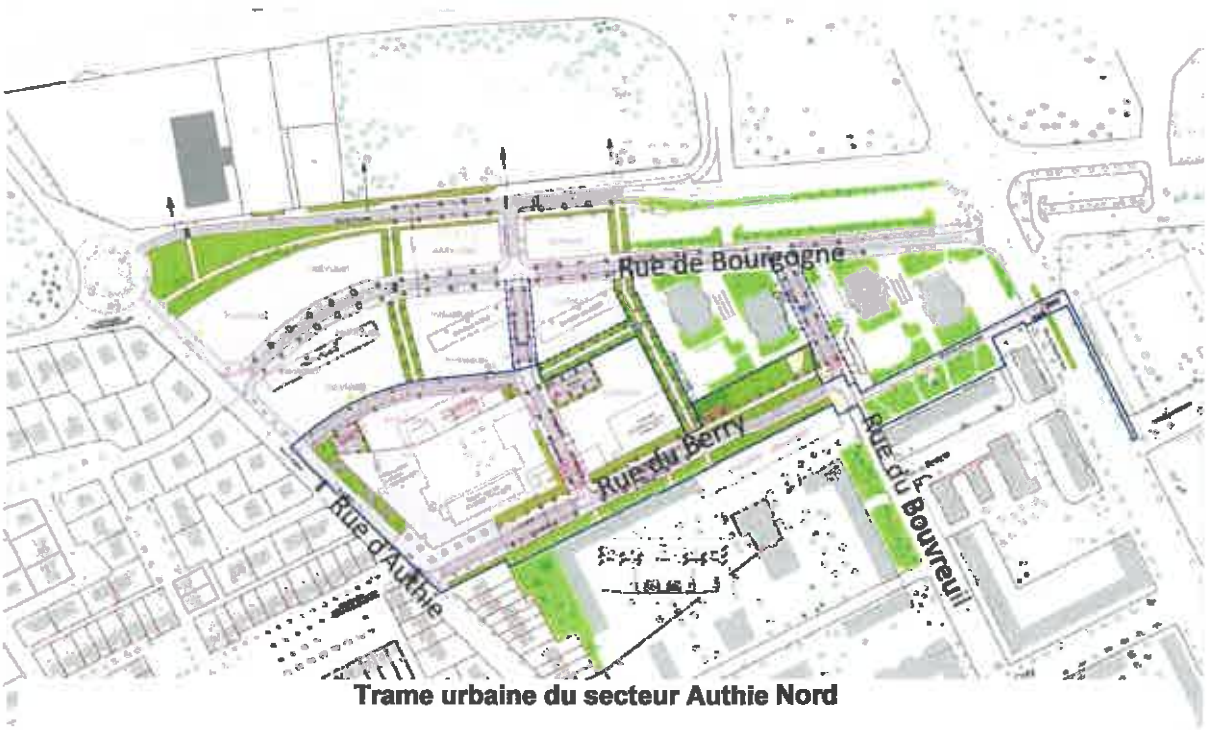
Une des premières interventions dans le cadre du PRU sera la construction du pôle enfance Authie Nord dont la livraison est prévue pour la rentrée scolaire 2018-2019.
Les aménagements des abords de ce nouvel équipement devront accompagner l'ouverture de l'école soit un démarrage physique des opérations en 2017. Ces aménagements préfigurent le désenclavement des îlots qui permettront la construction d'une nouvelle offre de logement intermédiaires et répondent ainsi aux objectifs incontournables du projet de renouvellement urbain.

Cette première phase de travaux au pourtour du pôle enfance permettra de prolonger la rue de Berry jusqu'à la rue du Bouvreuil mais également de créer deux voies transversales circulées et débouchant sur la rue de Bourgogne.

Le projet prévoit également :

- D'aménager un parvis en béton au droit du Pôle enfance tout en conservant les arbres qui seront entourés d'éléments drainant en gabions surélevés d'assises en béton.
- De planter le long de la voirie entre les places de stationnement longitudinales un nouvel alignement d'arbres.
- De remplacer le mobilier d'éclairage existant par des mâts singuliers équipés de lanternes LED, sources d'énergie substantielle, équipés d'un système de détection de présence sur l'ensemble des liaisons douces.
- De sécuriser la circulation des accès aux écoles pendant les travaux par la création d'une voie provisoire jouxtant les bâtiments de l'école existante par le Nord.

Préalablement à la rénovation et aux créations des voies, l'ensemble des réseaux d'eau et d'assainissement seront à refaire compte tenu de leur vétusté. La reprise de ces réseaux rendra possible l'évolution du foncier envisagé à terme avec la démolition complémentaire de trois immeubles de Caen la mer Habitat et l'introduction d'une nouvelle offre de logements.



Trame urbaine du secteur Authie Nord

Nature de l'opération	Libellé précis / objet	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Coût prévisionnel de l'opération (HT)	Date d'autorisation anticipée du démarrage de l'opération	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Opération d'aménagement	Aménagement de la trame urbaine de l'îlot Authie Nord	QPV Chemin Vert – Commune de Caen	Ville de Caen – Caen la Mer	2 893 333 €	24 janvier 2017	2ème semestre 2017	5 semestres + 2 semestres en tranche conditionnelle

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires est directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Les maîtres d'ouvrages signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux – à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.
La date d'autorisation anticipée de démarrage pour ces prestations d'ingénierie correspond à la date de signature du présent protocole.

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

L'élaboration du projet de renouvellement urbain s'appuie sur les dynamiques et outils suivants :

⇒ **5 groupes de travail spécifiques en place depuis le début de l'année 2015**

D'abord impliqués dans l'élaboration du projet de développement territorial du quartier, les habitants et forces vives du quartier sont au cœur des travaux d'élaboration du projet de renouvellement. La démarche initiée dès 2015 a permis de confirmer et partager le diagnostic du quartier avec les habitants. La réunion publique du 28 janvier 2015 a annoncé la mise en place d'une démarche de concertation renforcée pour la définition des orientations du projet de renouvellement urbain.
Des ateliers ouverts à tous les habitants et les partenaires (du 15 juin au 10 juillet 2015 et en juin 2016), ont ainsi permis de co-construire le projet de renouvellement en alimentant la réflexion du bureau d'étude Diagram qui a accompagné la ville dans la définition des orientations du PRU.
Des documents de restitution de cette concertation sont joints en annexe du rapport de présentation.
En parallèle, les commerçants ont été également associés à la réflexion lors de rencontres particulières. De nouveaux ateliers seront mis en place en 2017, en lien avec les enjeux et objectifs du projet de renouvellement urbain.

⇒ **Création d'un Espace Infos PRU**

Ce lieu a vocation à donner une vision globale du PRU Chemin Vert aux habitants et aux partenaires du quartier. Il s'apparente au concept de Maison des Projets. Basé dans la grande salle du pôle de vie nord-ouest, il sera au plus proche des services publics.

Ses objectifs:

- Rendre lisible le PRU Chemin Vert
- Présenter les orientations futures (par thèmes Espaces publics, habitat ...)
- Présenter les projets en cours sur le territoire
- Créer un espace d'échanges avec les habitants et les partenaires (Centre CAF, MJC ...)
- Proposer des ateliers de sensibilisation autour du PRU

Par extension, cet espace d'information serait aussi l'occasion de :

- Valoriser les projets menés par le Conseil de quartier et le Conseil citoyen sur les espaces publics (ex : espace Champagne)
- Valoriser les actions menées par les élèves autour de l'Urbanisme, du Patrimoine du quartier, de l'Environnement (Ex : Projet Authie nord, actions futures avec le Pavillon)

Une version dématérialisée de l'Espace Infos-PRU sera à développer via le site Internet Ville en vue d'informer plus largement les Caennais sur le PRU du Chemin Vert.

Animation de l'Espace Infos PRU :
L'objectif de cet espace Infos PRU est de proposer une animation de ce lieu avec les partenaires du quartier, en vue de favoriser une meilleure appropriation du PRU.

- Visite de l'expo PRU animée par l'agent de développement avec les habitants organisée avec
- le Conseil Citoyen et le Conseil de quartier
- les partenaires du quartier (MJC, centre CAF)
- les écoles du quartier...

⇒ **Le pôle de vie du quartier, lieu essentiel pour la participation des habitants à la définition du projet**

Le pôle de vie des quartiers Nord-Ouest de la Ville, implanté au cœur du quartier du Chemin Vert, sera le relais direct de proximité entre les habitants, les acteurs du quartier, l'équipe-projet PRU et les élus, avant que soit configuré le lieu et le fonctionnement de la future maison des projets. D'ores et déjà lieu d'animation et d'échanges, le pôle de vie est identifié comme un vecteur d'une coopération réelle entre les institutions et les habitants (lieu des réunions des conseils de quartiers), facilitant les échanges (les conseillers délégués de quartier y tiennent des rencontres régulières, agent de l'espace public), la mise en réseau et l'émergence de projets dans le quartier.

⇒ **Le conseil citoyen du Chemin Vert**

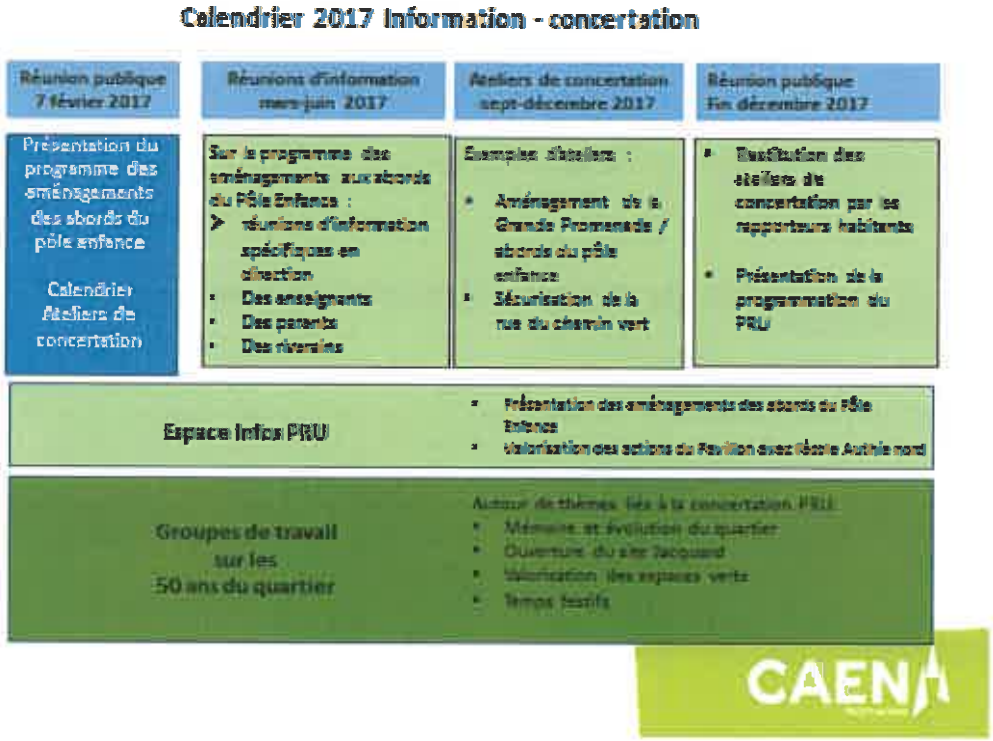
Comme pour chaque quartier prioritaire caennais, les habitants du Chemin Vert représentés en Conseil de quartier ont été sollicités pour constituer ce conseil spécifique.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 instaure en effet l'obligation de créer un Conseil citoyen sur chacun des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

"Le conseil citoyen est composé d'une part, d'habitants tirés au sort dans le respect de la parité entre les femmes et les hommes, et d'autre part, de représentants des associations et acteurs locaux. Ces conseils citoyens sont associés à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des contrats de ville. Des représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain."

Au premier trimestre 2015, les conseillers de quartier ont été informés des enjeux, objectifs et du fonctionnement des conseils citoyens. Une réunion spécifique a ensuite été organisée en mai 2015 pour favoriser les échanges sur cette nouvelle instance et solliciter des candidatures parmi les habitants et les acteurs locaux.
La liste des personnes volontaires a été soumise à la validation de Monsieur le Maire de Caen et Président d'agglomération de Caen la mer, et de Monsieur Le Préfet (*Liste des membres soumis au Préfet – Courrier du 30 juin 2015-cf annexe)*. Le Conseil citoyen du Chemin vert revêt la forme associative depuis septembre 2015. Ce conseil citoyen est représenté dans les instances du Contrat de Ville et du Projet de Renouvellement Urbain du Chemin vert. Il a vocation à contribuer à toutes les étapes d'élaboration et de validation du projet.
Des sessions de formation ont eu lieu afin de favoriser leur appropriation de la Politique de la ville et leur montée en compétence sur le volet prise de la parole, élaboration de projets... Les Conseillers citoyens ont d'ores et déjà été associés aux phases de concertation de 2016. L'enjeu est qu'ils puissent s'impliquer pleinement dans la préparation, la mise en œuvre, le suivi et la valorisation du projet. Un référent du conseil citoyen sera identifié en vue d'être associé à la phase de définition du programme opérationnel (année 2017) en faveur du renouvellement du quartier. Le référent représentera notamment le conseil de quartier citoyen lors des comités de pilotage.

Le tableau ci-dessous synthétise les actions de communication et de concertation qui seront mis en place en 2017 dans le cadre de la phase protocolaire



Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

Les travaux du prochain PLH sont commencés et prendront en compte l'évolution du contexte socio démographique de la Communauté Urbaine ; il devra agir sur les points de faiblesse qui sont encore à l'œuvre et notamment :

- un déficit de petits logements
- un déficit de logements à prix abordables pour les familles (logement social, en accession ...) principalement sur les centres urbains
- une montée en puissance de la requalification/rénovation du parc ancien (diminution des charges locatives ...) avec un enjeu de cohérence avec la production neuve, de façon à ne pas déséquilibrer le marché et générer de la vacance de logement

Toutes les conditions sont réunies afin de permettre au projet de renouvellement urbain du quartier du Chemin Vert de servir les grands objectifs du PLH :

- diversification de l'offre de logements sur tous ses segments et amélioration de la production d'une offre abordable
- facilitation d'un vrai parcours résidentiel sur le quartier et hors du quartier
- position de « laboratoire » et d'exemplarité dans la conception partenariale et la mise en œuvre de la Convention Intercommunale d'Attribution (CAT) qui doit être annexée au contrat de ville.

Pour ce faire, la CAT, qui doit définir les objectifs de mixité sociale visés sur les quartiers prioritaires et auxquels l'ensemble du territoire doit contribuer, doit être entendue comme l'outil opérationnel

traduisant les engagements des acteurs partenaires, au premier rang desquels les bailleurs et les collectivités, afin d'atteindre les objectifs visés plus haut.
Si PLH et contrat de ville définissent le cadre de la stratégie et des objectifs dans un souci de cohérence et de complémentarité, la CAT décrit précisément les déclinaisons et engagements propres aux quartiers prioritaires.

De par les engagements de son PLH 2010-2015 et les prescriptions de la loi ALUR, Caen la mer a engagé, en début d'année 2016, une démarche concertée avec tous ses partenaires, afin de définir les orientations en matière d'attributions de logements sociaux sous l'égide de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et avec l'accompagnement d'un cabinet : ASDO études.

Ces travaux incluent l'écriture de la CAT qui pourra faire un focus particulier sur le quartier du Chemin Vert en le positionnant comme site expérimental et innovant en matière de définition et d'animation de dispositifs partagés (gestion inter bailleurs des relogements suite aux démolitions, amélioration de la qualité du rapprochement de l'offre et de la demande en fonction des objectifs globaux, étude des attentes de parcours résidentiel et recherche de solutions, actions d'adaptation du parc au vieillissement et au handicap...) .

La signature de la CAT est prévue pour la fin 2017.

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

Article 8.1. Gouvernance

Le comité de pilotage PRU Chemin Vert est présidé par le Maire-Président de Caen la Mer et de la Ville de Caen et par M. le Préfet.

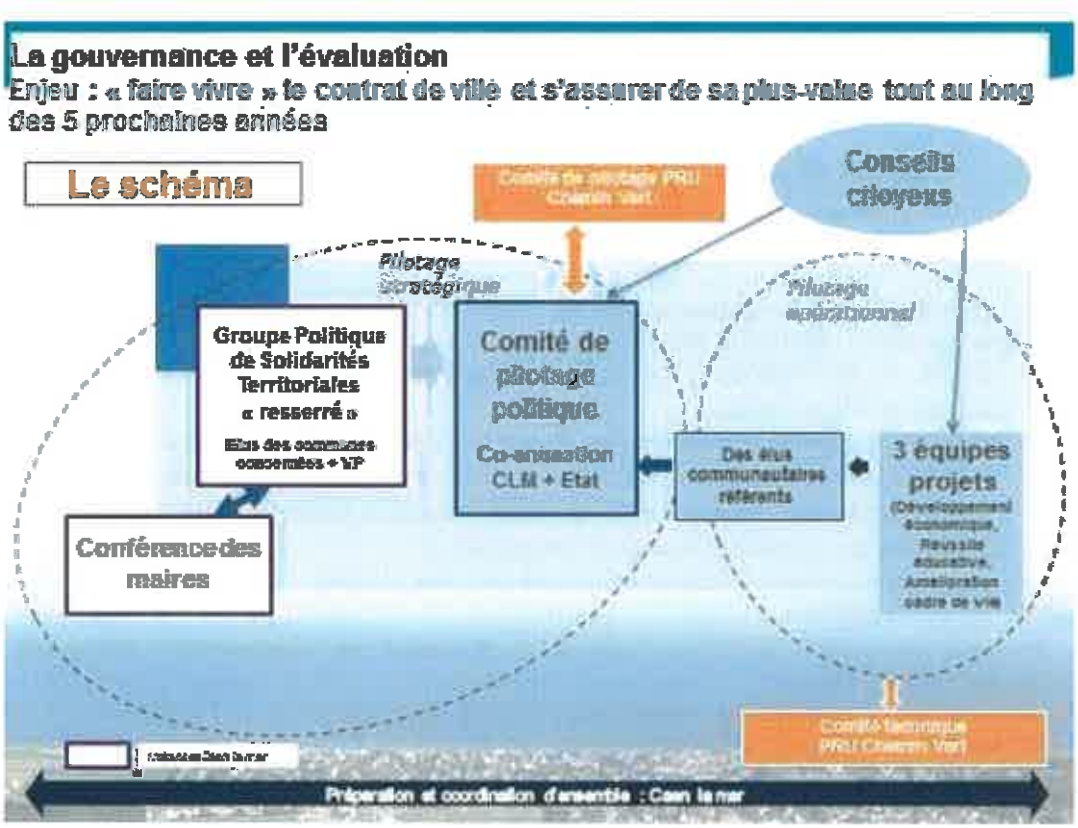


Schéma de gouvernance du contrat de ville en lien avec le PRU Chemin Vert

Un comité de pilotage PRU pour le suivi de l'élaboration du Projet de Renouvellement Urbain du Chemin Vert s'inspire de la dynamique du suivi des projets de la première convention ANRU de Caen 2006-2013. Il est présidé par le Maire – Président de Caen la mer et le Préfet, et associe dans les prises de décisions les représentants de l'ANRU (national et délégation territoriale), les Vice-Présidents de la Communauté Urbaine Caen la mer délégués à la Politique de la Ville, à l'habitat et au cadre de Vie, les adjoints de la Ville de Caen concernés, notamment en charge de l'urbanisme, du Cadre de Vie, de la Proximité, de l'éducation et de l'égalité des chances, de la Jeunesse et du sport, le Conseiller municipal délégué au quartier du Chemin vert, les représentants des bailleurs sociaux Caen la mer Habitat et la Caennaise, le Conseil Régional, la Caisse des Dépôts et des Consignations, la direction régionale d'Action Logement et les représentants du Conseil Citoyens concerné. Cette instance en phase protocole se réunit un minimum de 2 fois durant l'élaboration du projet, pour partager l'état d'avancement actuel des réflexions, la restitution des travaux et du programme, puis valider le projet définitif.

Un comité technique PRU rassemble les représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Calvados et des directions concernées (politique de la Ville, habitat, logement, urbanisme, développement économique, emploi, insertion, proximité, sport, éducation, jeunesse,...) au sein des institutions signataires du protocole, en fonction de l'ordre du jour, ainsi que les représentants des bailleurs sociaux. Ce Comité prépare les éléments de validation à soumettre au comité de Pilotage. Il est élargi à tout autre partenaire alimentant utilement l'ordre du jour. Ce comité technique se réunit autant que de besoins durant la phase d'élaboration de la convention.

Les nouveaux acteurs locaux du projet identifiés en phase d'élaboration pourront intégrer le comité technique et le comité de pilotage
Des points d'avancement sur l'élaboration du projet sont restitués en séance du comité de pilotage du Contrat de Ville, ainsi qu'en Conseil Citoyen.
Les relations régulières et le lien de coordination avec l'ANRU et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Calvados sont assurés par le chef de projet renouvellement urbain de la Ville de Caen, rattaché à la Direction de l'Urbanisme.

Article 8.2. Conduite de projet

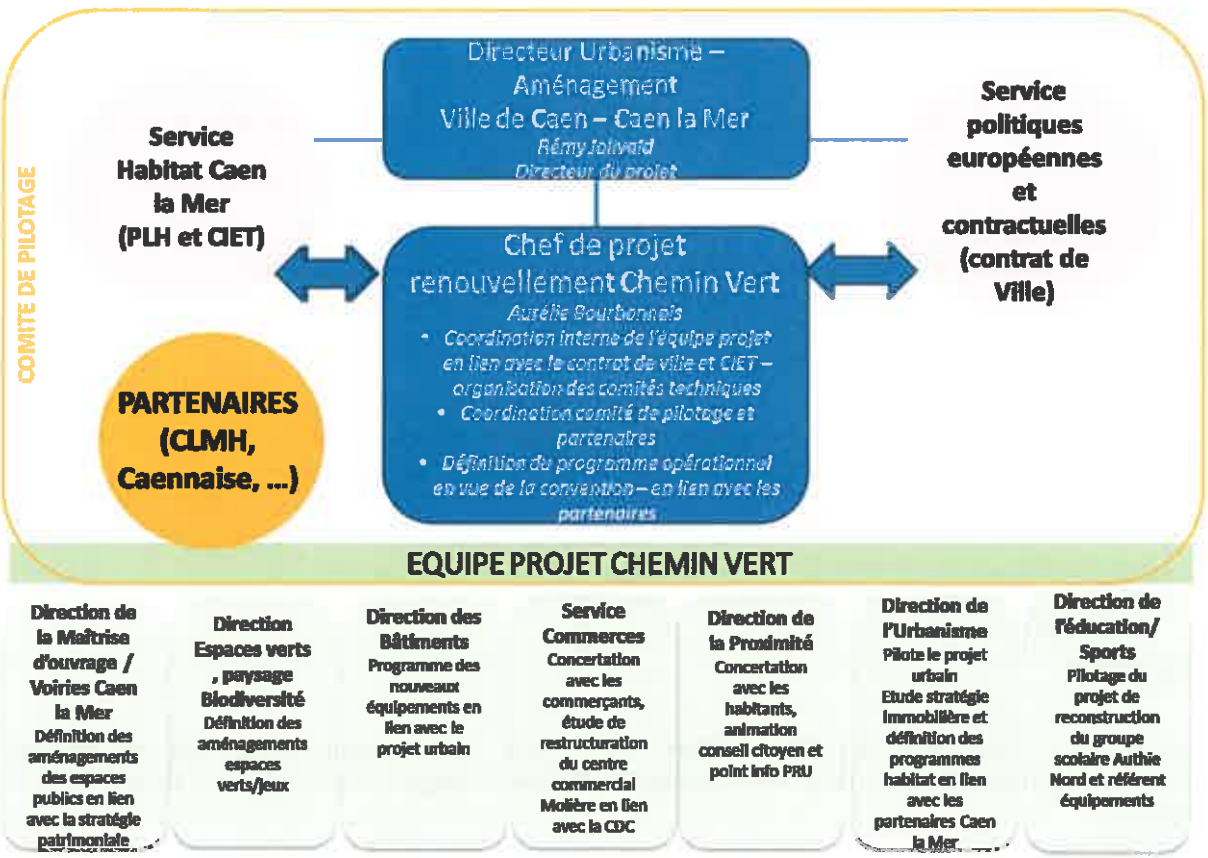
La définition du Projet de Renouvellement Urbain du Chemin Vert s'appuie sur les personnes ressources suivantes :

- **Le directeur de l'urbanisme de la Ville de Caen (direction mutualisée Ville-Agglomération) assure la direction du projet :**
  → garantir la coordination avec la Direction Générale mutualisée Ville – Agglomération" Service à la Population "
  → garantir les conditions d'émergence d'un projet partagé par les décideurs,
  → s'assurer de l'élaboration de la convention Projet de Renouvellement Urbain du Chemin Vert partagé sous 12 mois dans le respect des orientations du Contrat de Ville et des conditions du présent protocole de préfiguration,
  → mettre en place les conditions de mobilisation des acteurs,

- **Un chef de projet global au sein de la direction de l'urbanisme mutualisée Ville-Communauté Urbaine** coordonne l'élaboration du projet jusqu'à la rédaction de la Convention. Il prépare les instances du Comité de Pilotage en lien étroit avec le délégué territorial de l'ANRU et relaie les travaux à la **cellule PRU du Contrat de Ville (comité technique).** Il s'appuie notamment sur le service Politique de la Ville de Caen la mer, la direction de la proximité de Caen pour le volet cohésion sociale-participation des habitants-conseil citoyen.

- **Une équipe-projet qui élabore techniquement le projet de renouvellement urbain du quartier Chemin vert, constituée des services impliqués dans le Projet de Renouvellement Urbain du Chemin vert, autour du Directeur et chef de projet.**

Les bailleurs (Caen la mer Habitat, SCDI la Caennaise notamment), les services de l'Etat, les services en charge de la politique de la Ville de Caen et de la Caen la mer, mais aussi les nouveaux acteurs (maîtres d'ouvrage, investisseurs) identifiés en cours d'élaboration du projet, sont associés aux réunions de suivi des différentes études et réunions-étapes de validation technique.



Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Le travail de partenariat s'organisera tout au long du processus d'élaboration du dossier NPNRU et s'appuiera sur l'expérience de la première convention de rénovation urbaine signée en 2006 à l'échelle de la Ville de Caen.

Parmi les partenaires déjà identifiés :

- **Les bailleurs sociaux Caen la mer Habitat et la SCDI La Caennaise**, présents sur le quartier. Des réunions techniques seront régulièrement organisées. Certaines opérations font déjà l'objet d'échanges réguliers :
  → La réhabilitation lourde du groupe des Treize Acres par la Caennaise. Cette opération sera engagée dès 2017, conformément aux échanges ayant eu lieu avec les habitants
  → L'aménagement des pieds des tours Bourgogne et Champagne.
- **L'EPARECA.** Par courrier en date du 7 novembre 2016, l'EPARECA a fait savoir à la Ville qu'elle l'accompagnerait, en tant que partenaire, dans le cadre des études complémentaires à lancer sur le centre commercial Molière (assistance à l'élaboration du cahier des charges pour l'étude complémentaire, présence aux réunions de travail sur le centre commercial).

- **La Caisse des Dépôts et Consignations** qui a déjà lancé une étude flash sur le centre commercial Molière en 2016. Elle accompagnera la Ville, sur le plan technique et financier, dans le cadre de l'étude complémentaire à lancer sur le centre commercial Molière
- **La Régie de Quartier** qui est un outil de développement économique et social relevant du champ de l'économie sociale et solidaire. Cette structure sera confortée dans le cadre du PRU Chemin Vert.
- **Les associations du quartier,** en particulier les associations actuellement hébergées dans l'ex collège Jacquard, site représentant un enjeu majeur dans la stratégie de développement du quartier
- **Les représentants du conseil citoyen du Chemin Vert** associés au comité de pilotage du PRU Chemin Vert

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'Anru dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 7. Leur financement par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'Anru relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'Anru, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études, prise de poste, ...) à compter de la date de signature du présent protocole, sauf pour les opérations dont le démarrage a été autorisé par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru.

Article 9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Sans objet

Article 9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

Le taux d'intervention de l'Anru est au maximum de 50% de la base de financement HT. Les taux cumulés Anru et CDC ne pourront excéder ce maximum. Un décroisement sera recherché entre l'Anru et la CDC.

1 - Etude de définition des objectifs de peuplement du quartier Chemin Vert, en lien avec les stratégies des bailleurs sociaux

MAITRISE D'OUVRAGE : Caen la Mer

MONTANT : 20 000 € HT

PART ANRU : 50%

OBJET :

- Articulation entre les PSP (Plans Stratégiques de Patrimoine) des bailleurs, l'étude portant sur la stratégie immobilière, et les travaux menés à l'échelle de l'intercommunalité en vue de définir la stratégie en matière d'attributions de logements sociaux et d'élaborer la CIET (Convention Intercommunale d'Equilibre Territorial), afin de dégager les objectifs de peuplement souhaités pour le quartier.

- Définition de la stratégie d'offre inter-bailleurs, notamment en terme de relogement dans le cadre des démolitions, amélioration de la qualité du rapprochement de l'offre et de la demande en fonction des objectifs globaux, étude des attentes de parcours résidentiel et recherche de solutions, actions d'adaptation du parc au vieillissement et au handicap...), notamment :
  - Prise en compte des informations sur le fonctionnement social des immeubles ciblés à la démolition
  - Définition du niveau de reconstitution de l'offre sociale démolie et sa localisation
- Assistance sur la rédaction du volet habitat de la convention

2 - Etude pour l'élaboration de la stratégie immobilière à l'échelle du quartier

MAITRISE D'OUVRAGE : Ville de Caen

MONTANT : 20 000 € HT

PART ANRU : 50%

OBJET :
Aider la définition de la stratégie immobilière à l'échelle du quartier, en lien avec la dynamique de développement de la Communauté Urbaine

- Définir des conditions pouvant encadrer la programmation immobilière privée intégrant des objectifs de mobilité résidentielle et de peuplement :
- Vérifier que la production de logement intermédiaire – individuel privé au Chemin Vert est opportune au regard du marché immobilier de l'agglo, de la ville –
- Quelles conditions de mise en œuvre, de faisabilité des opérations de promotion privée ?
- Articulation avec l'étude menée par Caen la Mer sur la stratégie globale des bailleurs sociaux sur le quartier Chemin Vert

3 - Etude de requalification du centre commercial Molière en lien avec le devenir de la friche Jacquard

MAITRISE D'OUVRAGE : Caen la Mer Habitat en lien avec la Ville de Caen, la Caisse des Dépôts et Consignations

MONTANT : 60 000 € HT

PART ANRU : 25%

OBJET : Sur la base de l'état des lieux commercial du centre Molière mené en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Caen la mer Habitat, l'objectif est de préciser les conditions de restructuration du centre commercial Molière dans un objectif de renforcement de la centralité à l'échelle du quartier et de maintien d'une offre commerciale et de services de qualité.
L'étude s'appuiera sur l'étude Flash menée par la CDC avec le cabinet Intencité qui a permis d'établir une diagnostic du fonctionnement, des problématiques et des enjeux pour le centre commercial Molière. L'étude complémentaire doit permettre de déterminer les conditions financières, techniques et juridiques de la restructuration du centre commercial, en lien avec les orientations d'aménagement définies pour le devenir de la friche Jacquard par l'étude urbaine.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude de définition des objectifs de peuplement en lien avec les stratégies des bailleurs sociaux	368 – 601400 01-14-0001-001	QPV Chemin Vert	Caen la Mer	20 000 € HT	50%	10 000 €	Dès la signature du protocole	1er semestre 2017	2
Etude pour l'élaboration de la stratégie immobilière à l'échelle du quartier	368 – 601400 -01 -14-0002-001	QPV Chemin Vert	Ville de Caen	20 000 € HT	50%	10 000 €	Dès la signature du protocole	1er semestre 2017	2
Etude de requalification du centre commercial Molière en lien avec le devenir de la friche Jacquard	368 – 601400 -01 -14-0002-002	QPV Chemin Vert	Caen la Mer Habitat, en partenariat avec la Ville de Caen et la Caisse des Dépôts	60 000 € HT	25%	15 000 €	Dès la signature du protocole	1er semestre 2017	2

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet

Sans objet

Article 9.2.2 L'accompagnement des ménages

Sans objet

Article 9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail[3]

Sans objet

Article 9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont mentionnées en annexe 7. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Libellé précis	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention CDC	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude de requalification du centre commercial Molière en lien avec le devenir de la friche Jacquard	368 – 601400-01 - 14-0002-002	QPV Chemin Vert	Caen la Mer Habitat	60 000 € HT	25%	1er semestre 2017	2

Article 9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Sans objet

Article 10 (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Sans objet

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir dès la signature du protocole de préfiguration et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le 15 février 2018.

La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est fixée au 15 février 2018.

[3] Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé)

Article 11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir de la date de signature du protocole de préfiguration par l'Anru.

Le présent protocole s'achève en février 2021.

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'Anru

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du délégué territorial de l'Anru le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Un point d'étape (réunion du comité de pilotage) sera organisé en juin 2017 avec les représentants de l'ANRU afin de partager les premiers résultats des études complémentaires. Un second échange en vue de l'établissement de la convention sera programmé en novembre 2017.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL- Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'Anru relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU, il convient de proposer des contreparties foncières à ACTION LOGEMENT sur le quartier, en fonction des opportunités de libération du foncier identifiées sur le quartier. Sur la base du programme opérationnel de renouvellement du quartier, des propositions de sites seront formulées auprès d'ACTION LOGEMENT et définissant la capacité constructible, les typologies de logements, les contraintes urbaines et réglementaires pour chacun des sites. Des visites sur site seront également programmées ainsi qu'une présentation détaillée des différentes opportunités auprès d'ACTION LOGEMENT.

Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

Article 13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 7, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'Anru, au titre du NPNRU, est sollicité. Il fait ainsi apparaitre les concours financiers Anru, déclinés entre montants de subventions Anru et volumes de prêts bonifiés le cas échéant. L'ensemble des co-financements sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des dépôts, Europe, ...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'Anru, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de 35 000 € (subventions).

Les concours financiers de l'Anru sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'Anru relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah[4]

Sans objet

Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 7, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

Article 13.5. Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du règlement financier, l'Anru peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'Anru les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'Anru.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le

[4] *Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé).*

cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'Anru, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'Anru.

Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Le directeur général de l'Anru peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration;
- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'Anru, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

Article 13.8. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Article 14. Dispositions diverses

Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'Anru à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation... Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'Anru toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'Anru, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'Anru ou par ses partenaires.
Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'Anru conformément au RGA relatif au NPNRU.
Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'Anru (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'Anru de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

Article 14.2 La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Date[5] 16 MARS 2017

Signatures :

Le Préfet du Département du Calvados **Laurent FISCUS**	**Pour le Directeur Général de l'Anru, le Délégué Territorial Laurent FISCUS**
Le Président de Caen la Mer **Joël BRUNEAU**	**La Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations** **Florence MAS**
Le Maire de Caen **Joël BRUNEAU**	**La Directrice Générale de Caen la mer Habitat** **Valérie MESPOULHES**
La Présidente de la SCDI La Caennaise **Brigitte BARILLON**	**Le Directeur de la SCDI La Caennaise** **Sébastien CLOUET**

5 Apposée par le dernier signataire (soit le directeur général de l'Anru ou le délégué territorial de l'Anru)

ANNEXES

1- Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

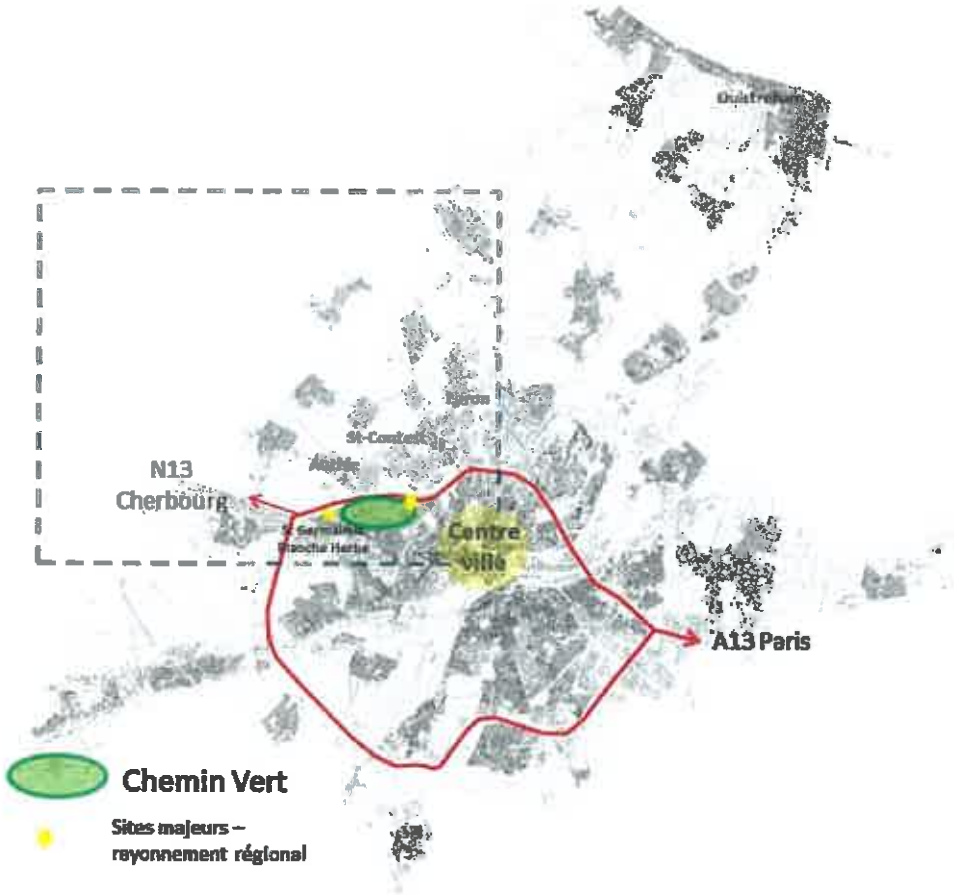


2- Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru.



Quartier Chemin Vert – (N°014 – 001) – Ville de Caen

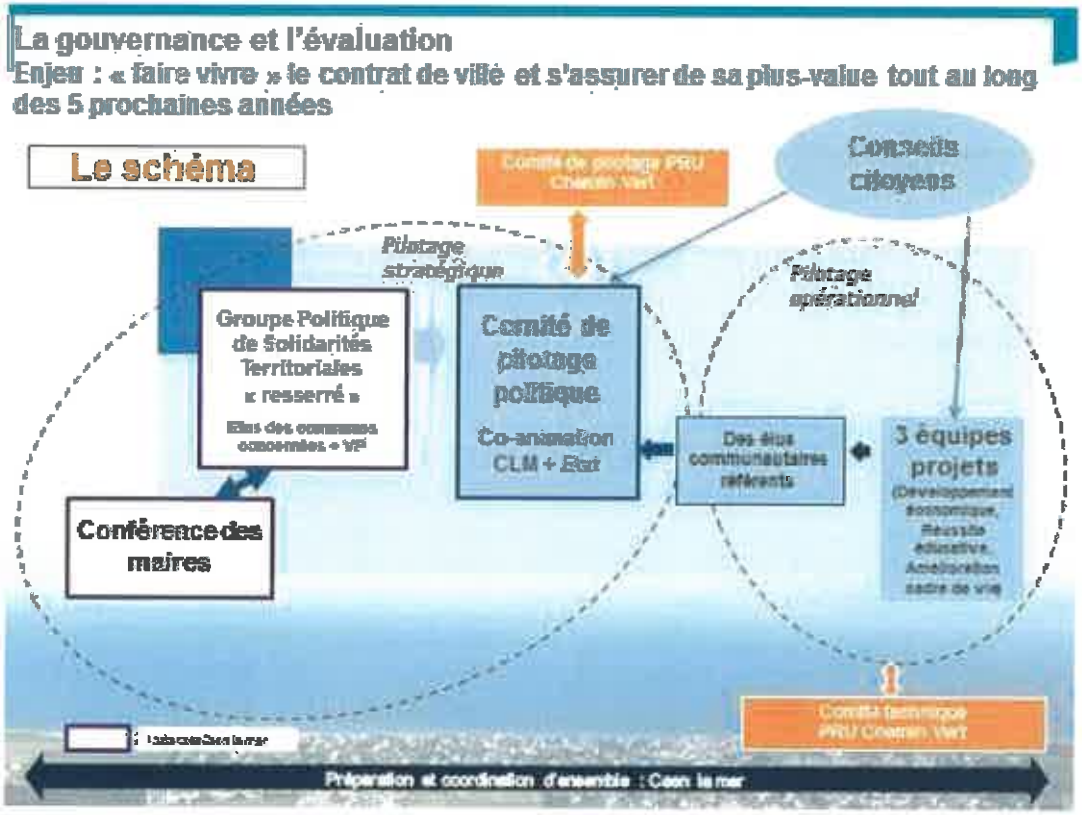
3- Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement.

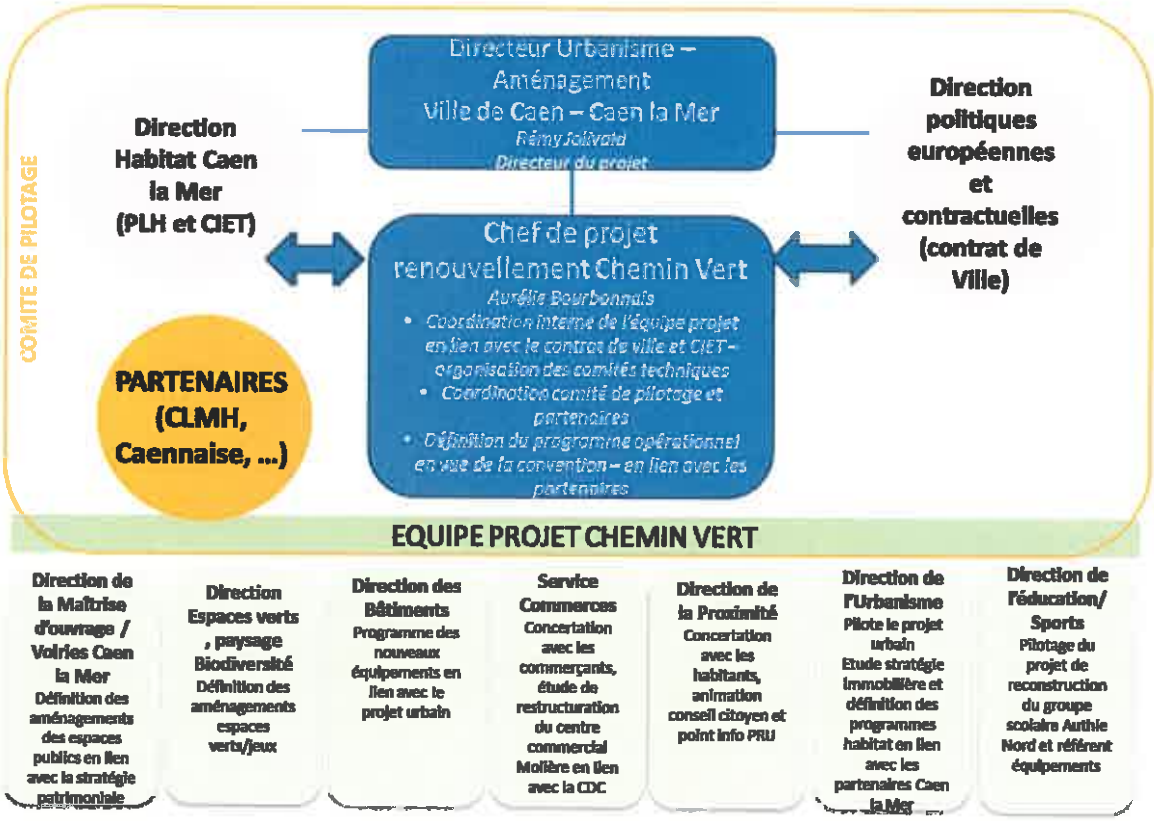




Un espace dédié offrant une palette de programmations possibles y compris des programmes construits
Des espaces d'influences directement connexes au site qui pourraient libérer du foncier
Des liens Nord Sud à établir vers le barreau nord

4- Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme…)





5- Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

Confère rapport de présentation

6- Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation

Confère rapport de présentation

7- Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

Document joint

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du syst?*me d'information le 21/02/2017 ? 16:32)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 368	LOCALISATION												CONTRIBUTIONS																		PRETS				ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	NSEE QPV	NSEE COMMUNE																																				
14118/Caen./QPV régional/Chemin Vert	QP014001	14118																																				
PORTEUR DE PROJET																																					
CA DE CAEN LA MER																																					

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
*N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS			COUT PAR	MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION N° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL								y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																								
368 6014001 14 0001 Etude de définition des objectifs de peuplem	NPR			0		0	0,00	0,00	0,00	14/CA DE CAEN LA MER/200033	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
368 6014001 14 0002 Etude pour l'élaboration de la Stratégie imm	NPR			0		0	0,00	0,00	0,00	14/COMMUNE DE CAEN/21140118	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
368 6014001 14 0003 Etude de requalification du centre commercia	NPR			0		0	0,00	0,00	0,00	14/OPH CAEN LA MER HABITAT/	60 000,00	20,00%	72 000,00	60 000,00	15 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	25,00%	15 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		100 000,00		120 000,00	100 000,00	25 000,00	25,00%	10 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	15,00%	15 000,00	15,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 000,00	35,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				0		0	0,00				100 000,00		120 000,00	100 000,00	25 000,00	25,00%	10 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	15,00%	15 000,00	15,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 000,00	35,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

16 MARS 2017

Le Préfet

Laurent FISCUS

Joël BRUNEAU
Maire de Caen -
Président de Caen la MER

La Directrice Générale

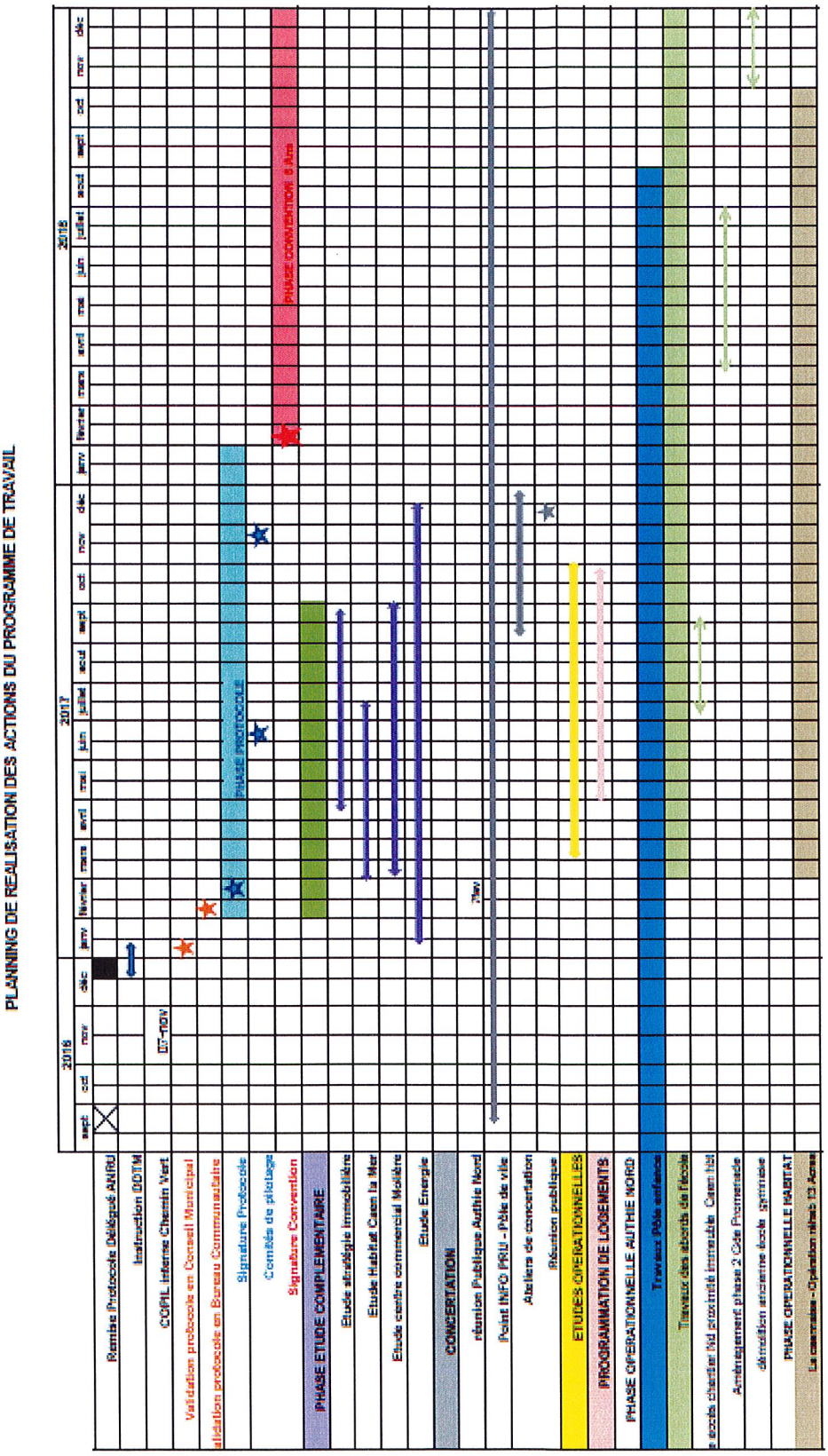
Valérie MESPOULHÈS

Isabelle SAFFREY
Directrice Régionale Adjointe

Sébastien CLOUET
Directeur général
La Caennaise

Brigitte BARILLON
Présidente
La Caennaise

8- Planning de réalisation des actions du programme de travail



9- Tableau des financements de l'Anah

Sans objet

10- Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

Libellé précis	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention CDC	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude de requalification du centre commercial Molière en lien avec le devenir de la friche Jacquard	368 – 601400-01 - 14-0002-002	QPV Chemin Vert	Caen la Mer Habitat	60 000 € HT	25%	1er semestre 2017	2

11- Liste des conseillers de quartier soumise à la validation du Préfet par courrier du 30 juin 2015

Liste des membres du conseil citoyen Chemin Vert

Collège des habitants : 11 titulaires				
Madame	ABOUMEDIENNE	Nadia	12 rue des Chardonnerets	Tirage au sort
Madame	BENOIST	Sylvie	10 rue Alfred de Musset	Volontaire
Madame	BERTRAND	Jannick	21 rue Châteaubriand	Volontaire
Madame	BRU	Dominique	23 rue Châteaubriand	Tirage au sort
Madame	CHARPENTIER	Sylvie	9 rue des Mauvis	Volontaire
Madame	JANNIN	Céline	46 rue du Chemin Vert	Volontaire
Madame	LOVEIKO	Josette	2 résidence Jean Racine	Volontaire
Madame	OLLIVIER	Sylvie	9 rue du Désert	Tirage au sort
Monsieur	BENOIST	François-Marie	10 rue Alfred de Musset	Volontaire
Monsieur	HARDY	Jacques	12 résidence Jean Racine	Tirage au sort
Monsieur	SOUBIEN	Jeff	17 rue du Président Coty	Volontaire

Collège des associations et acteurs locaux : 8 titulaires			
Association	AFEV	Représentée par M. Rodolphe MARGENSTERN	13 rue de Bourgogne
Association	ADADA	Représentée par Mme Anne-Marie WEIL	La Fabrique, Site Jacquard
Association	AIDATOUT	Représentée par M. Faycal KOUALED	37 rue des Mauvis
Association	Epi Vert	Représentée par Mme Marylin CHAUMONT	17 résidence des pinsons
Association	MJC du Chemin Vert	Représentée par Mme Sylvie PONDAVEN	1 rue d'Isigny
Association	Relais Scolaire	Représentée par M. David GODIER	19 rue Molière
Association	Restos du Cœur	Représentée par M. Alain GUERIN	Local du Chemin Vert, ...
Association	Velisol	Représentée par M. Alain LAMBERT	Atelier basé au Centre socioculturel CAF, rue Pierre Corneille

30 JUIN 2015

Fait à Caen le .../../2015

Le Maire de Caen
Et Président de Caen la mer